

REMANIEMENT DU GOUVERNEMENT SELLAL

Des secteurs stratégiques changent de main

Abdelaziz Bouteflika a procédé, hier, à un remaniement partiel du gouvernement de Abdelmalek Sellal avec des changements qui ont concerné sept départements dont deux de souveraineté que sont les ministères des Finances et de l'Energie. Ce remaniement, prévu depuis des semaines, verra également le départ du dernier chef de parti à siéger encore au gouvernement, consacrant, ainsi, le caractère hautement technocratique de ce gouvernement.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - La chute brutale des prix du pétrole et son pendant, la crise économique auront donc fini, et comme prévu, par avoir raison du ministre des Finances, Abderrahmane Benkhalfa et son collègue à l'Energie, Salah Khebri qui sont respectivement remplacés par l'ancien ministre délégué au Budget, Hadji Baba Ami et le désormais ex-P-dg de la Sonelgaz, Nouredine Bouterfa.

Il y a quelques jours, le 30 mai exactement, c'était à Mohamed Laksaci de faire les frais de cette même crise en se faisant remplacer à la tête de la Banque d'Algérie. Idem pour Sid Ahmed Ferroukhi qui quitte lui aussi le gouvernement. Il est remplacé à la tête du ministère de l'Agriculture par Abdesselam Chelghoum, ancien secrétaire général du ministère des Travaux publics, puis du ministère de l'Agriculture avant de prendre sa

retraite et se retrouver au comité central du Front de libération nationale de Ammar Saâdani dont il est proche, d'ailleurs. Au fait, le secrétaire général du FLN est, incontestablement, le plus grand bénéficiaire de ce dernier remaniement.

En plus des départs de Benkhalfa, Ferroukhi, ainsi que de Laksaci, il a réussi à avoir la tête de son farouche adversaire, Tahar Khaoua, qui perd le ministère des Relations avec le Parlement, comme exigé avec insistance par Saâdani qui, en prime, obtient la nomination, à ce même poste, d'un autre membre du comité central du parti et vice-présidente à l'Assemblée populaire nationale, Ghania Idalia.

Pour rappel, ce remaniement partiel a été demandé, avec insistance et à plusieurs reprises, par Abdelmalek Sellal et ce, depuis mars dernier. Ce n'était pas un hasard si Ammar Saâdani prenait

le relais, au plan médiatique, à la même époque, en annonçant d'abord «un remaniement dans les prochains jours», et en s'attaquant avec une violence inouïe aux ministres concernés : Ferroukhi, Benkhalfa, Tahar Khaoua, en plus de Laksaci et de... Ahmed Ouyahia ! Sellal également ne les épargnait pas.

A Tizi Ouzou, où il était en visite officielle le 29 mai dernier, il s'en prenait publiquement aux ministres des Finances, de l'Agriculture, au gouverneur de la Banque d'Algérie et à l'administration.

Lors de la tripartite du 5 juin, Sellal s'était attaqué au «responsable de l'environnement» c'est-à-dire Amar Ghoul. Ce dernier quittera donc le gouvernement en ce 11 juin 2016, où il figurait parmi les doyens en compagnie de Abdelkader Messahel et de Sellal.

Le président du parti TAJ a été, en effet, plusieurs fois ministre dans plusieurs départements et ce, depuis le premier gouvernement de Abdelaziz Bouteflika du 30 décembre 1999. Transfuge du MSP, Ghoul quitte son ancien parti pour créer le sien, le TAJ, en 2012.

C'est à ce titre qu'il sera nommé dans le directoire de campagne électorale du candidat Bouteflika pour la présidentielle de 2014 présidée par Sellal et où figuraient

aussi Ouyahia, Saâdani, Amara Benyounes Abdelaziz Belkhadem, Boualem Bessaïeh.

Le départ de Amar Ghoul du gouvernement, après celui de Amara Benyounes en juillet 2015, finit par faire de l'exécutif Sellal une équipe où ne figure plus aucun chef de parti. «C'est par souci de mettre tout le monde sur un pied d'égalité en prévision des élections de 2017», nous explique une source fiable. Seul Ahmed Ouyahia est détenteur d'une haute fonction, parmi les chefs de partis du pouvoir. Le patron du RND gardera-t-il son poste stratégique de directeur de cabinet de la présidence de la République ? C'est la grande inconnue pour le moment.

Pour revenir au remaniement de ce 11 juin, il est également à retenir le jumelage du département des transports avec celui des travaux publics en un super-ministère que dirigera Boudjemaâ Talai tandis que le désormais ministre de ce qui était le ministère des Travaux publics, Abdelkader Ouali, est muté au ministère des Ressources en eau. Ce, alors que le détenteur de ce dernier portefeuille, Abdelwahab Nouri, est nommé, lui, à la tête du ministère du Tourisme.

Par ailleurs, le cabinet Sellal se dote d'un nouveau ministère délégué auprès du ministère des

Finances, chargé de l'Economie numérique et de la Modernisation des systèmes financiers, portefeuille confié à Boudiaf Mouatasssem.

Boualem Bessaïeh, nouveau poids lourd du gouvernement

La plus grosse surprise du remaniement de ce 11 juin 2016 reste, incontestablement, la nomination de l'ancien président du Conseil constitutionnel, Boualem Bessaïeh, comme ministre d'Etat, conseiller spécial et envoyé personnel du président de la République. Un poste et un titre qui en font, de fait, le numéro deux du gouvernement.

Ce même poste avait été précédemment occupé par deux autres poids lourds, à savoir Abdelaziz Belkhadem et Ahmed Ouyahia. Le confier à Boualem Bessaïeh est une surprise non pas que ce dernier n'en ait pas le profil mais eu égard à son âge avancé.

A 86 ans, l'homme passe effectivement pour le doyen du personnel politique algérien, pouvoir et opposition compris ! Or, son nouveau poste signifie qu'il aura à représenter Bouteflika dans des missions à l'étranger, notamment.

K. A.

ABDERRAHMANE BELAYAT :

«Le FLN n'agit plus comme un parti»

Abderrahmane Belayat avertit quant au sort du FLN qui risque d'être surclassé d'ici une année. «S'il reste dans la situation qui est actuellement la sienne, n'agissant plus comme un parti, le FLN n'aura plus pignon sur rue, il perdra sa place au profit d'autres partis», dit-il.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - A l'appui de celui qui se considère toujours comme le coordinateur du bureau politique du vieux front, le fait que le «FLN n'agit plus comme un parti», son «indu secrétaire général ne fait que vivoter pour sauvegarder sa situation personnelle peu enviable. Il vit au jour le jour, les autres ne font que le suivre, croyant être protégés alors qu'ils sont éliminés». Ces «autres», ce sont, selon Belayat, les membres du bureau politique et ceux du comité central, une instance aux «contours ignorés et dont on ne connaît pas les membres qui changent au gré de la volonté de celui qui les nomme, et qui est entrée dans la clandestinité».

Notre interlocuteur relève, par ailleurs, un autre fait tout aussi inédit pour un parti comme le FLN : celui-ci est «muet alors que la situation du pays est empreinte de sérieux problèmes comme le dossier du bac ou encore les futures élections législatives». Pour lui, cette situation «ne peut plus durer et le temps presse».

«Du temps des congrès sérieux, pas de la nature illégale et illégitime du tout dernier, la restructuration du parti suivait automatiquement», soutient encore l'ancien ministre de l'Habitat qui affirme comprendre les «appréhensions de l'indu secrétaire général» quant à affronter d'énormes «difficultés avec la base

contrariée et attristée par la fuite en avant et l'absence de perspectives chez l'indue direction». Ceci dit, Belayat ne s'avoue toujours pas vaincu, même s'il dit s'interroger sur le «retard» de la justice et de l'administration à répondre à ses requêtes quant à «l'illégalité et l'illégitimité du dernier congrès», affirmant avoir les «arguments juridiques et politiques». Et de déclarer n'avoir d'autre choix que d'attendre, faisant

part de la poursuite de la campagne de sensibilisation de la base militante, annonçant, dans la foulée, une réunion prochaine de la direction unifiée du Front. A propos de la violence dont il a été victime il y a quelques semaines à Bou-Saâda, dans la wilaya de M'sila, Belayat affirme qu'il avait échappé ce jour-là à une «tentative d'assassinat». Et de s'interroger sur «le sort de la plainte qu'il a déposée avec toutes les pièces de ce fait accompli», affirmant refuser «l'impunité» dont semblent jouir les auteurs de cette agression qui ont agi, dit-il, «sur ordre de l'indu secrétaire général et des membres du bureau politique».

M. K.

LUTTE ANTITERRORISTE

Trois autres terroristes arrêtés à Médéa

Entamée dans la nuit de mercredi dernier dans la zone de Rouakeche, tout près du chef-lieu de commune de Baâta, à une soixantaine de kilomètres au nord-est de Médéa, l'opération engagée par l'armée contre un groupe terroriste visiblement en transit n'a pas fini de livrer ses secrets.

Hier, en milieu de matinée, soit près de quarante-huit heures après son dernier communiqué mis en ligne, le ministère de la Défense faisait état de la capture de trois terroristes sur lesquels deux kalachnikovs, un fusil semi-automatique Simonov ainsi que des munitions ont été récupérés.

La fouille des lieux où ont été arrêtés les trois terroristes a abouti, selon la même source, à la découverte de trois bombes de fabrication

artisanale et dix-sept détonateurs que les démineurs de l'armée ont détruits in situ. Ainsi, depuis mercredi soir, lorsqu'une embuscade a été tendue par les éléments de la 1^{re} RM, quatre terroristes ont été éliminés et les autres capturés hier sont venus s'ajouter à celui qui s'en était sorti vivant puis arrêté, jeudi après-midi. Des arrestations qui donnent évidemment une autre tournure à l'opération comme cela a été le cas dans plusieurs opérations de lutte

antiterroriste dans certaines régions du pays. Il ne serait pas, alors, surprenant si l'on apprenait que cette opération ayant cours depuis mercredi dernier au nord-est de Médéa a été déclenchée après les informations recueillies auprès du terroriste arrêté dans la voisine wilaya de Bouira, il y a près de trois semaines, lors de l'opération dans la forêt d'Errich, aux portes du chef-lieu de wilaya. En tous les cas, il y a tout lieu de supposer que plusieurs parmi les dernières opérations engagées par l'ANP sont directement liées à des arrestations de terroristes pas «banals», si tant est qu'un terroriste puisse être banal, comme celui qui a été capturé le 12 mars dernier dans la région

d'Azagga et qui s'était avéré être un des derniers éléments du premier groupuscule ayant fait allégeance à Daesh en Algérie, Jund Al-Khilafah qui s'était fait connaître avec l'enlèvement puis l'assassinat du touriste français Hervé Gourdel, en septembre 2014, sur les hauteurs entre les wilayas de Bouira et Tizi-Ouzou.

On rappellera également que parmi les dernières arrestations opérées par l'ANP, celles de trois individus, toujours près d'Azagga, il y a presque un mois, et la toute récente, le 24 mai dernier à Meridja, commune frontalière avec le Maroc, à une soixantaine de kilomètres au sud-ouest du chef-lieu de la wilaya de Béchar.

M. Azedine



Abderrahmane Belayat ne s'avoue toujours pas vaincu.